

Monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs,

Comme nous, vous avez entendu le discours du président Macron indiquant que les établissements scolaires seraient ouverts « progressivement » à partir du 11 mai. Cette annonce suscite incompréhension, colère et inquiétude chez les personnels de l'Education nationale et bien au-delà.

La question des inégalités sociales semble inquiéter le président Macron pour justifier la réouverture des écoles. Puisque nous sommes réunis ce matin pour un CTSD de carte scolaire, il est important de le rappeler : la dotation insuffisante en postes cette année ainsi que la ridicule dotation supplémentaire accordée pour notre académie montrent que les inquiétudes de façade du Président ne se traduisent pas en actes, d'autant plus que ces décisions ont été prises récemment. Les conséquences vont être inévitables pour la rentrée prochaine : augmentation des effectifs dans les classes, dédoublements ou co-intervention dans des conditions dégradées, en bref une dégradation des conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves. Dans le contexte de crise sanitaire et d'accroissement du décrochage scolaire, seul un réel plan d'urgence avec des créations massives de postes permettrait d'apporter une réponse à la hauteur de la situation pour la rentrée prochaine.

Il n'a échappé à personne que ce qui intéressent davantage le Président et son gouvernement, en annonçant la réouverture des écoles, est de pouvoir satisfaire aux exigences du patronat. Mais l'école n'est pas la garderie du MEDEF!

Monsieur le directeur académique, nous vous alertons au sujet de la colère et de l'inquiétude qui se développent depuis lundi soir chez tous nos collègues, enseignants et AESH. Ces sentiments sont d'ailleurs partagés par une large majorité de parents d'élèves qui ne veulent pas non plus risquer d'être contaminés par leurs enfants retournant en collectivité.

Alors que les cinémas, les restaurants, les théâtres, les universités et les lieux accueillant un public adulte resteront fermés, il faudrait rouvrir les écoles et établissements scolaires! C'est absurde et irresponsable.

Sans même parler du matériel de protection indispensable (comme les masques) que l'on a eu tant de mal à obtenir pour les personnels de l'Education nationale accueillant les enfants de soignants, faut-il rappeler que les « gestes barrières » ou la « distanciation » indispensables ne sont quasiment pas applicables par les élèves, particulièrement dans le 1^{er} degré? Et que répond-on aux personnels AESH travaillant de façon rapprochée avec des élèves?

Et, quand bien même des masques seraient fournis en quantité suffisante pour les personnels et les élèves dans les écoles, ce dont on peut douter, qui peut croire qu'un enfant, de maternelle notamment, puisse conserver un masque durant sa journée d'école ?

Le Président Macron l'a affirmé lundi soir : seuls ceux qui ont des symptômes pourraient être testés. Or, la plupart des enfants porteurs du virus sont asymptomatiques. Comment éviter le risque de contagion ? Le gouvernement a décidé en urgence de fermer les écoles le 16 mars alors que le virus circulait déjà largement dans le pays. Les enfants et les établissements scolaires étaient alors considérés comme les vecteurs principaux de diffusion du virus.

Ce ne serait plus le cas aujourd'hui?

Les personnels ne supportent plus les mensonges incessants du gouvernement. Les personnels refusent d'aller à l'abattoir. Seul un dépistage massif et systématique peut entrouvrir une perspective de déconfinement progressif.

Le Président Macron l'a également déclaré lundi soir : nous allons devoir vivre avec ce virus pendant plusieurs mois. Il est donc à craindre qu'une réouverture précoce des écoles, même en situation de reflux du nombre de malades, n'entraîne un redémarrage et une nouvelle vague de l'épidémie. Avec cette même analyse, le Conseil National de l'ordre des médecins a d'ailleurs clairement fait part de son opposition à la perspective de réouverture des écoles à partir du 11 mai.

Quoi qu'en disent les plus « optimistes », les conditions de protection des personnels et des élèves ne seront pas réunies pour envisager rouvrir les écoles à partir du 11 mai.

Pour la FNEC FP FO, le Président de la République doit revenir à la raison et renoncer à cette perspective de réouverture des établissements scolaires dans un peu plus de trois semaines.

Le 16 avril 2020.